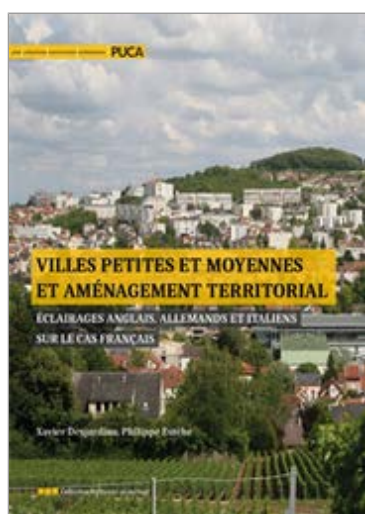




Villes petites et moyennes et aménagement territorial - Eclairages anglais, allemands et italiens sur le cas français.

Xavier Desjardins ; Philippe Estèbe.

Puca, novembre 2019. 126 p. Collection Réflexions en partage.

Les villes petites et moyennes sont l'objet, en France, de la sollicitude renouvelée des pouvoirs publics. Cette recherche, conduite avec des partenaires allemands, italiens et anglais, pose la question de l'existence de cette catégorie et de sa place dans les études et les politiques d'aménagement dans ces trois pays.

Dans chaque pays, une catégorie « ville moyenne » est définie (Mittlestadt, città media, medium-sized cities), mais elle n'est déterminante ni dans les analyses géographiques, ni pour les politiques publiques. Lorsqu'elles sont identifiées, plutôt dans les médias que dans la production académique ou politique, les villes moyennes évoquent plus souvent la qualité de vie que la désertification, l'abandon ou le déclin. Pourquoi cette absence ? D'une part, la distribution des fonctions urbaines est, dans les pays voisins, moins indexée sur la taille des villes qu'en France ; d'autre part les politiques urbaines s'inscrivent dans des politiques nationales d'aménagement qui ciblent rarement une catégorie démographique particulière de villes. Rapport entre pouvoirs locaux et nationaux, densité et trajectoire des politiques locales d'urbanisme : ces trois éléments singularisent la question des villes moyennes en France.

Biens communs

► Les communs, une piste pour transformer l'action publique ?

Horizons publics, n° 12, novembre-décembre 2019. En ligne

Les citoyens peuvent aujourd'hui s'impliquer dans la gestion de biens et de services d'intérêt collectif (gestion partagée des espaces vacants, coopératives de logements, préservation d'espaces naturels, etc.). Les villes peuvent expérimenter des leviers juridiques, techniques et organisationnels pour construire de nouvelles alliances avec les habitants sur le modèle des règlements d'administration partagée en Italie. Dans un monde en pleine transformation et face à l'urgence des transitions, les

initiatives qui s'inscrivent dans le mouvement des communs – parfois sans même en employer le terme – se multiplient pour inventer de nouveaux modes de co-création de la ville et des territoires.

Quelles promesses les communs portent-ils aujourd'hui pour l'action publique ? Quels sont les bénéfices, mais aussi les limites des communs ? Quelles sont les expérimentations les plus prometteuses et pour quels retours d'expérience ?

Biorégion

► Biorégion 2050. L'Ile-de-France après l'effondrement.

Yves Cochet ; Agnès Sinai ; Benoît Thévard.

Institut Momentum, Forum Vies Mobiles, novembre 2019. 240 p.

L'Institut Momentum a élaboré la vision d'une Ile-de-France sans voitures et relocalisée sur le plan alimentaire. Cette métamorphose vers l'autonomie est assortie d'une forte descente énergétique et de modes de vie sobres, pour en finir avec la prédation métropolitaine sur les ressources globales.

Collectivités territoriales

► Régions : le bilan 2015-2018 des fusions.

Fondation Ifrap.

Société civile, n° 206, novembre 2019. 17 p.

La Fondation Ifrap partage les observations et les recommandations formulées par la Cour des comptes à propos du premier bilan de la fusion des régions. L'opinion générale de la Cour des comptes est que la mise en place des nouvelles régions n'a pas apporté, jusqu'à présent, de gains d'efficacité issus de la mutualisation. Au contraire, des surcoûts ont été signalés. L'Ifrap a cherché à identifier ces surcoûts en retraçant l'évolution des dépenses de fonctionnement sur la période. Si des effets de périmètre peuvent expliquer la hausse, l'augmentation des dépenses de personnel et des dépenses de représentation est aussi en cause. Cependant, une analyse par région montre que certaines d'entre elles ont su mieux tenir leur budget de fonctionnement. Quant aux dépenses d'investissement, leur évolution est beaucoup plus contrastée, portée par le dynamisme des fonds européens et la forte hausse des dépenses d'action économique. Ces indicateurs montrent qu'un suivi régulier des dépenses doit être renforcé. La contractualisation financière État-collectivités pourrait être le cadre pour consolider cette approche.

Concept

► Le mot « territoire » à l'épreuve de la traduction.

Citego - Michaël Oustinoff.

Atelier des Territoires : 2ième session, novembre 2019. 14 p.

Le mot territoire dérive du latin territorium. Dans beaucoup de langues indo-européennes, le latin est à l'origine des mots. Néanmoins, les significations divergent d'une langue à l'autre, d'une culture à l'autre. C'est un processus de décontextualisation et de recontextualisation. Stuart Elden, dans *The Birth of Territory* (2013) considère que le mot « territoire » n'est pas suffisamment problématisé, et que celui-ci est évoqué comme un fait acquis. Cela renvoie à quatre problématiques : la première est celle de l'intraduisible, tel que l'entend Barbara Cassin ; la deuxième, est "Space and place", c'est-à-dire « l'espace et le lieu » tel que Stuart Elden le nomme ; la troisième, est celle de la langue comme territoire ; et la quatrième pourrait être celle des hommes et des femmes traduits au sens où l'entend Salman Rushdie dans *Imaginary Homelands* (1992).

► [Compte-rendu écrit et vidéo de la 2ième session](#)

Développement industriel

► À la découverte des territoires néo-industriels français.

In dossier : "La France : des territoires en mutation"

Marjolaine Gros-Balthazard.

Géococonfluences, 4 décembre 2019. En ligne

La désindustrialisation, c'est-à-dire le recul de l'emploi industriel, n'a pas touché uniformément le territoire métropolitain français. En étudiant les bassins de vie qui n'étaient pas parmi les plus industriels en 1975 et le sont devenus en 2012, on délimite un ensemble de territoires où l'emploi industriel s'est relativement maintenu ou a progressé. Le cas du Bocage Bressuirais est un bon exemple de ces territoires industriels, souvent ruraux et situés principalement dans le Grand Ouest.

► Développer les territoires industriels et leurs entreprises. Les bonnes pratiques.

CNER, novembre 2019. 42 p.

Les agences de développement, au cœur du soutien à l'industrie et à l'économie des territoires, propose un recueil de bonnes pratiques, recensant des actions existantes, "originales et innovantes" et "parfois très simples", pour développer les territoires industriels et leurs entreprises. Le dénominateur commun de ces pratiques est le pragmatisme, mais aussi la collaboration avec les autres services et acteurs présents sur le territoire, comme le réseau des chambres de commerce et d'industrie, les acteurs privés, associatifs, etc. L'accompagnement dans la durée et la proximité sont aussi des invariants, couplés à une connaissance approfondie du tissu des entreprises locales, de leurs besoins et des enjeux de leur secteur d'activité. Au-delà du recrutement, les actions visent le renforcement de l'attractivité des territoires, et la simplification des démarches.

Economie circulaire

► Villes et territoires circulaires : de la théorie à la pratique.

Institut Paris Région - Léo Mariasine ; Martial Vialleix.

Note rapide Environnement, n° 822, novembre 2019. 4 p.

Concept malléable, l'économie circulaire s'impose comme l'un des nouveaux paradigmes à intégrer dans le champ de l'urbanisme. À travers les expériences menées dans trois métropoles francophones, Montréal, Paris et Bruxelles, l'Institut Paris Région rend compte de la manière dont les initiatives liées à cette « nouvelle économie » prennent place au sein des territoires. Il en pose les enjeux théoriques et pratiques à travers l'examen de la typologie des projets, de leur adossement, ou non, à la puissance publique, de la multiplicité des acteurs, et des logiques de leur développement.

Finances locales

► Quel avenir pour les finances des collectivités locales françaises ?

Institut des politiques publiques - Emmanuelle Taugourdeau ; Juliette Kies.

Note IPP, n° 47, novembre 2019. 6 p.

Le processus de décentralisation débuté dans les années 80 a régulièrement étendu le champ des compétences et donc les dépenses des collectivités locales. Leur situation financière s'est, elle, progressivement dégradée, aggravant les inégalités entre territoires. La trajectoire des finances publiques locales est-elle encore soutenable ? Cette note présente un état des lieux des finances des collectivités territoriales ainsi que les principes fondamentaux de la fiscalité locale afin de réfléchir aux enjeux d'équité entre les territoires de demain. Les externalités, la concurrence fiscale horizontale et

verticale, la discipline budgétaire et les mécanismes de péréquation sont autant d'éléments-clés pour analyser la situation actuelle en France. Toutefois, dans une période de décentralisation synonyme de mise en autonomie des territoires, la fiscalité locale n'est pas suffisante pour pallier les profondes disparités entre collectivités. Il est aujourd'hui indispensable de mettre en place des actions plus structurelles pour corriger l'hétérogénéité des territoires.

► **Regard financier sur les petites villes.**

APVF ; La banque Postale. Décembre 2019. 16 p.

Cette étude porte sur les 4 059 petites villes comprises entre 2 500 et 25 000 habitants qui totalisent 26,1 millions d'habitants, soit 38 % de la population française au 1er janvier 2018. Au-delà d'une diversité des situations individuelles, l'étude confirme, avec une progression de l'épargne de 5,2 % en euros par habitant, l'amélioration de la situation financière des petites villes en 2018, qui résulte en partie de d'une maîtrise accrue de leurs dépenses de fonctionnement.

Fractures territoriales

► **Fractures territoriales : comment aider la France qui décroche ?**

Arte, émission « 28 minutes », 21 novembre 2019. Vidéo 21'51

Déplacement d'Emmanuel Macron à Amiens pour « casser son image de président des villes » et apaiser le sentiment d'injustice territoriale. Selon le baromètre Ipsos-Villes de France, 80 % des Français interrogés jugent que les grandes villes et Paris bénéficient plus de la politique du gouvernement actuel que le reste de la France. Débat-décryptage entre Laurence Lemouzy, directrice scientifique de l'Institut de la gouvernance territoriale ; Hervé Le Bras, historien démographe ; Claire Hédon, présidente d'ATD-Quart Monde France.

Gouvernance

► **Intercommunalités : gouvernance, proximité, efficacité.**

La boîte à outils des intercommunalités urbaines pour organiser la relation avec les communes membres.

France urbaine ; AdCF ; Inet. Décembre 2019. 92 p.

À l'heure où le fonctionnement démocratique des intercommunalités est parfois trop méconnu, France urbaine et l'Assemblée des Communautés de France (AdCF) ont souhaité objectiver les modes d'organisation politiques et administratifs progressivement construits et expérimentés par les élus urbains pour coopérer et agir à l'échelle de leurs bassins de vie. Cette étude réalisée par cinq élèves administrateurs territoriaux de l'Institut national des études territoriales (Inet), est fondée sur une enquête de terrain auprès des élus et techniciens d'une quinzaine de territoires urbains. Elle met en lumière la variété des outils mis en œuvre par ces intercommunalités pour associer leurs communes membres aux décisions bien au-delà des seules instances prévues par la loi. Elle analyse également les modes de mise en œuvre (territorialisation, mutualisation, contractualisation) qui permettent aux intercommunalités et à leurs communes de combiner au mieux efficacité et proximité dans des territoires souvent denses ou étendus.

Image des quartiers

► **Le journalisme a un regard oblique sur les quartiers.**

Interview de Jérôme Berthaut, sociologue.

Peripheries.fr, novembre 2019. Podcast de 14 mn

Auteur de la thèse "Banlieue sur commande. Enquête sur l'intériorisation d'un sens commun

journalistique", le sociologue Jérôme Berthaut propose, dans le cadre de cette interview, son décryptage du traitement médiatique des quartiers populaires.

Littoral

► **Quel littoral pour demain ? Vers un aménagement des territoires côtiers adapté au changement climatique. Rapport remis au Premier ministre et à la ministre de la Transition écologique et solidaire.**

Stéphane Buchou.

Assemblée nationale, CGEDD, novembre 2019. 113 p.

Le « trait de côte » a toujours été en mouvement : les cartes anciennes l'attestent, mais une relative amnésie vis-à-vis de ce phénomène et l'illusion technologique des Trente Glorieuses ont un temps fait penser que l'Homme pouvait « stabiliser » la côte... Parallèlement, depuis les années 1850, ce territoire mouvant a connu une attractivité d'abord limitée aux élites, suivie d'un véritable engouement à partir des années 1960. Et ce phénomène s'étend aujourd'hui au « rétro-littoral ». En tenant compte de la capacité d'accueil touristique de ces espaces c'est près de 14 millions de personnes qui peuvent résider simultanément dans les intercommunalités littorales. Lors de ses visites dans la quasi-totalité des régions littorales de métropole et d'outre-mer, la mission a pu constater que les collectivités littorales avaient conscience de l'inéluctabilité du phénomène d'érosion des littoraux et de la nécessité d'un projet global de territoire comme réponse durable. Les régions littorales sont en attente d'outils adaptés au problème. Le rapport propose les éléments d'un dispositif juridique, technique et financier permettant de dépasser l'angoisse devant l'inexorable recul des rivages et de susciter une nouvelle étape d'installation littorale des activités humaines.

Métropolisation

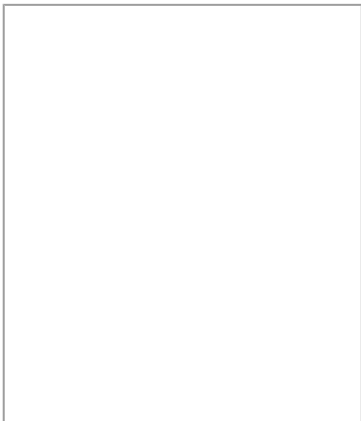
► **Métropolisation : retour sur une idéologie de la modernité.**

Pierre Vermeren.

Le Débat, 2019/5, n° 207. pp. 32-45.

La crise des Gilets jaunes a révélé au grand jour le fossé qui sépare la France périphérique de celle des métropoles. Or ce clivage a été fabriqué par étapes, au sein de l'espace national, depuis les années 1970, par nos aménageurs, nos dirigeants politiques et le haut patronat français. Certains observateurs décèlent dans cette partition territoriale entre les métropoles et le reste du territoire des évolutions « naturelles » liées / ou induites par la recomposition économique mondiale. Mais derrière les phénomènes économiques et sociaux, il y a des décisions et des hommes qui ont présidé, parfois des décennies durant, à la construction qu'il nous est donné d'observer en ce début de XXI^e siècle.

Mobilité



Se déplacer au quotidien : enjeux spatiaux, enjeux sociaux.

Fiche d'analyse de l'Observatoire des territoires 2019.

Constance Lecomte.

CGET - Observatoire des territoires, décembre 2019. 40 p.
Coll. En détail

Avec près d'une heure et quart en moyenne de trajet quotidien (aller-retour), les Français sont les Européens qui consacrent le plus de temps à leurs déplacements domicile-travail. Si elles



sont structurantes, les mobilités domicile-travail ne constituent néanmoins qu'un pan des mobilités quotidiennes.

Accompagner ses enfants à l'école, faire ses courses, effectuer une démarche, aller chez le médecin ou encore au cinéma sont autant de raisons qui conduisent les personnes à se déplacer au quotidien selon une fréquence et des modalités qui diffèrent selon les territoires.

► Travail, emploi et mobilités.

Cese ; Michèle Chay ; Laurent Clevenot.

Avis du Cese, n° 2019-27, novembre 2019. 114 p.

Des préoccupations croissantes s'expriment dans la société française autour du sujet des mobilités. De par leurs difficultés d'organisation, les mobilités occupent une place centrale et controversée dans la vie quotidienne des personnes qui travaillent. Les déplacements domicile-travail se font encore pour une part prépondérante en voiture individuelle, mode de transport très émetteur en gaz à effet de serre. Aujourd'hui, les mobilités se situent au carrefour d'enjeux fondamentaux tels que l'accès à l'emploi, la lutte contre le changement climatique, la qualité de vie au travail, l'aménagement du territoire. Cet avis intervient dans un contexte où tous les leviers pour agir de manière volontaire en faveur de la transition écologique doivent être utilisés afin d'atteindre l'objectif d'un réchauffement climatique limité conformément aux recommandations du GIEC.

► Post-Car Ile-de-France.

Forum Vies Mobiles, Laboratoire Géographie-cités, octobre 2019. 60 p.

La question de la voiture en ville est actuellement à l'agenda politique, médiatique et scientifique. De façon quasiment généralisée, les politiques de régulation de la mobilité tendent à remettre en cause la place dominante de la voiture individuelle dans le fonctionnement urbain. Mais peut-on aller plus loin et imaginer des modes de vie se passant complètement de la voiture individuelle sur un territoire comme celui de l'Île-de-France ? Cette hypothèse a été explorée par les chercheurs du laboratoire Géographie-cités (CNRS) pendant 2 ans dans le cadre du projet « Post-Car Île-de-France ».

► Le budget automobile des ménages depuis les années 1980. Un révélateur d'inégalités sociales et territoriales.

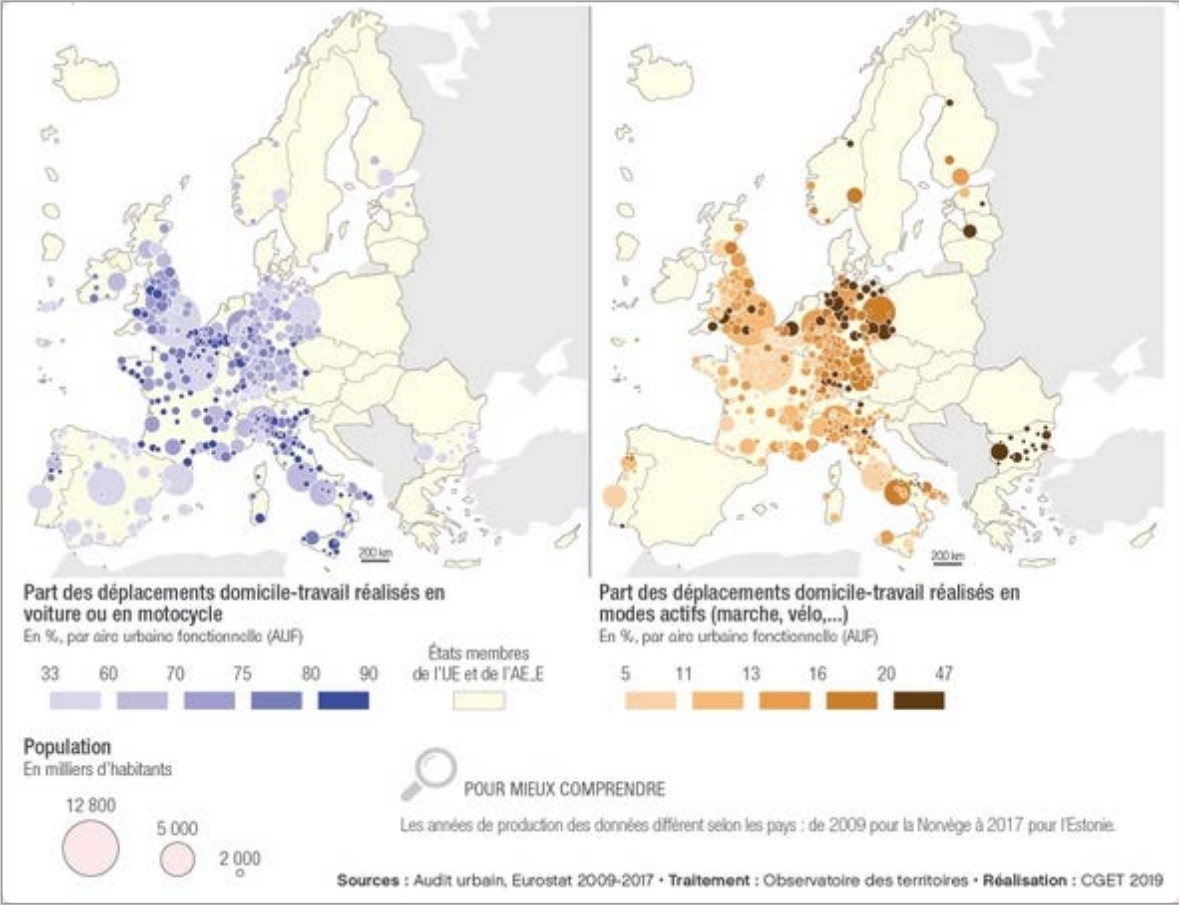
Yoann Demoli.

Métropolitiques, 5 décembre 2019. En ligne

Devenue indispensable pour beaucoup de ses utilisateurs, l'automobile apparaît comme un bien typique de la consommation de masse. En étudiant les évolutions sur trois décennies du budget automobile des ménages français, Yoann Demoli révèle les fortes disparités et inégalités qui traversent la société.

Une carte un focus

► Une prédominance de l'automobile particulièrement marquée dans les petites aires urbaines françaises et italiennes



Le mode de transport utilisé varie selon les pays et les villes d'Europe, notamment pour les déplacements domicile-travail. La Suisse se distingue de ses voisins avec une utilisation de la voiture particulièrement faible pour ce type de déplacement, alors que se rendre au travail en transports en commun constitue le quotidien d'une bonne partie de la population helvète. En France et en Italie, où la proportion de déplacements domicile-travail en voiture ou deux-roues est particulièrement élevée, près des trois quarts des déplacements urbains domicile-travail sont effectués en voiture et ceux-ci sont d'autant plus fréquents que l'aire urbaine est petite.

► Retrouvez cette carte dans l'étude de l'Observatoire des territoires intitulée "Se déplacer au quotidien : enjeux spatiaux, enjeux sociaux".

Périurbain

► Après les villes et les banlieues, les gentrificateurs envahissent le périurbain.

Hervé Marchal ; Jean-Marc Stébé.

Métropolitiques, décembre 2019. En ligne

La gentrification ne concernerait plus uniquement les anciens quartiers populaires de centre-ville et des communes de proche banlieue. A travers l'exemple des couronnes périurbaines de Nancy, les auteurs montrent le développement d'un nouveau front de gentrification, qui répond à un désir de nature et revêt des formes inédites.

Ruralité

► Le retour des ruralités ?



Horizons Publics ; Institut d'Auvergne du développement des territoires (IADT).

Horizons publics, hors-série automne 2019 [parution décembre 2019]. 64 p.

L'opposition « urbain – rural » ou « ville-campagne » imprègne encore largement les esprits et s'est trouvée renforcée avec la crise des Gilets jaunes. Pourtant, la réalité de la ruralité française est tout autre, à la fois plurielle, diverse et traversée de nouvelles dynamiques d'évolution sous l'effet de la transformation des modes de vie, de l'impact du numérique et des nouvelles formes de mobilités.

Ce hors-série croise les regards de chercheurs et de praticiens sur ce monde rural en mutation, objet d'une nouvelle attention du gouvernement avec l'adoption d'un Agenda rural, et en montre la diversité, la dynamique et les initiatives innovantes.

Au sommaire :

- Le projet Villages du futur dans le Morvan, ou l'aube d'un nouveau ruralisme ? par Frank Beau
- Les nouvelles ruralités à l'agenda - Entretien avec Patrice Joly, sénateur de la Nièvre et président de l'ANNR
- Le grand retour de la question rurale : Gilets jaunes et mobilisation territoriale ? par Samuel Depraz
- Les ruralités : dépasser une vision défensive ou nostalgique par Laurent Rieutort
- Quelles coopérations entre les métropoles et les territoires ruraux ? L'expérimentation des contrats de réciprocité par Gwénaél Doré
- Le projet Inventer ou la construction des territoires ruraux et périurbains de demain par Sylvie Lardon et Dominique Vergnaud
- Quand l'initiative publique favorise la création d'écosystèmes économiques en milieu rural par Christian Picherit
- Les conciergeries de territoire : une innovation en milieu rural ? par Anne Carton et Aurélie Braillon

► Élus locaux et notabilités.

Frédéric Nicolas ; Sébastien Vignon ; Gilles Laferté et al.

Etudes rurales, 2019/2, n° 204. pp. 8-167

Ce numéro analyse les effets combinés des restructurations sociodémographiques (déprise des effectifs agricoles, développement de la mobilité résidentielle, polarisations territoriales...) et institutionnelles (décentralisation, généralisation de l'intercommunalité...) sur les logiques de conquête et d'exercice du pouvoir politique dans les mondes ruraux. Il s'agit de questionner les spécificités et la diversité des configurations politiques « rurales » en re-territorisant l'analyse de la fabrique du personnel politique, en comprenant comment le recrutement et le travail politiques s'opèrent à l'intersection de scènes de sociabilité (festives, associatives, religieuses, sportives, culturelles...) qui, si elles sont éloignées du champ politique national, ne sont pas pour autant apolitiques.

Sociologie

► Synthèse des débats : le concept de ghetto.

Millénaire 3 - Benjamin Lippens. Décembre 2019. 12 p.

Le terme « ghetto » renvoie dans l'imaginaire collectif à un espace marginal, enclavé et en rupture avec le reste de la société. Depuis une dizaine d'années, le « ghetto » est associé aux « banlieues »

françaises ou aux « quartiers défavorisés » dans les usages médiatiques, scientifiques et publics. Pourtant, le terme est lourd de sens historique. Plusieurs interrogations mettent à l'épreuve la pertinence heuristique et pratique du « ghetto » en sociologie : la notion peut-elle s'appliquer aux banlieues françaises ? Est-elle généralisable à tous les habitants d'une même cité, de manière indifférenciée ? Et dans ce cas, sur quels critères sociologiques se fonde le « ghetto » ? Enfin, quelles sont les conséquences politiques de l'usage d'un tel concept ? L'objectif de cette note est de faire un point sur les débats sociologiques autour du « ghetto ». Il s'agit moins d'opposer les sociologues entre-eux que de montrer les apports de chacun sur des terrains d'enquêtes divers.

► **Classes populaires d'aujourd'hui. Questions de morphologie et de styles de vie.**
Sociétés contemporaines, 2019/2, n° 114, 186 p.

La sociologie des classes populaires a connu depuis deux décennies un regain que l'atonie des années 1980-1990 ne laissait pas présager. Le dossier que présentent Lise Bernard, Olivier Masclet et Olivier Schwartz, fruit de la recherche ANR intitulée « Le populaire aujourd'hui » (2014-2018), se consacre aux classes populaires médianes ou stabilisées et propose une sociologie de leurs styles de vie. Thomas Amossé y défriche de nouvelles manières de délimiter les classes moyennes, en étudiant notamment les écarts entre ménages ruraux et ménages urbains, ménages monoparentaux et biparentaux. Claire-Lise Dubost et Lucas Tranchant analysent les mobilités professionnelles des ouvriers et des employés, dont ils décèlent cinq types.

Transition

► **Façonner les territoires du monde urbain anthropocène.**
Stéphane Cordobes.

Parole publique, n° 26, novembre 2019. pp. 41-42

Comment habiterons-nous le monde de demain ? Quels seront nos territoires ? Comment seront agencées leurs sociétés ? Comment envisager leur aménagement ? En passant de la modernité à l'anthropocène, nous nous heurtons à un changement de paradigme qui donne à ces questions une dimension vertigineuse.

Valeurs de la République

► **La laïcité au prisme du regard des jeunes.**
Olivier Galland.

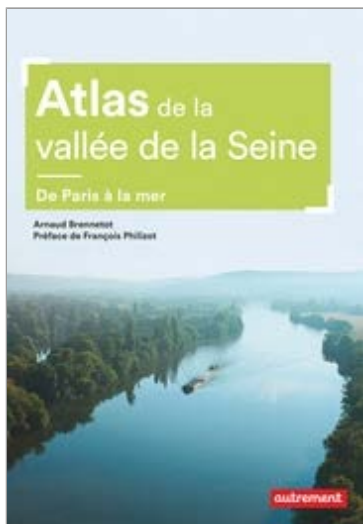
Telos, 3 décembre 2019. En ligne

Un sondage de l'Ifop paru dans le Journal du dimanche du 27 octobre dernier montre que 26% des Français considèrent que le principe de la laïcité est avant tout de « faire reculer l'influence des religions dans la société », presque autant que ceux qui la définissent comme le principe visant à « séparer les religions et la politique » (27%) et plus que ceux qui pensent qu'elle vise à « assurer la liberté de conscience ». (22%). Le sociologue Olivier Galland livre dans cet article sa propre analyse du principe de laïcité et apporte sa réflexion autour de la notion de frontière entre espace public et espace privé.

Vallée de la Seine



Atlas de la vallée de la Seine.
De Paris à la mer.
Arnaud Brennetot.
Préface de François Philizot.



Editions Autrement, 2019. 96 p.

[Extraits en téléchargement]

La vallée de la Seine représente un axe stratégique majeur en Europe :

- Un axe de circulation capital dans la construction territoriale de la France et de l'Europe
- Un système portuaire et logistique en cours d'intégration dans un contexte européen de forte concurrence

- Des dynamiques productives en plein renouvellement grâce à des filières innovantes, variées et complémentaires
 - Un cadre de vie associant un patrimoine, des paysages et des milieux exceptionnels et une forte pression anthropique sur les écosystèmes
 - Un projet de développement stratégique associant des acteurs multiples aux intérêts convergents.
- Grâce à plus de 100 cartes, documents et infographies, cet atlas donne toutes les clés pour analyser et apprécier les défis auxquels les acteurs de la vallée de la Seine se trouvent confrontés.

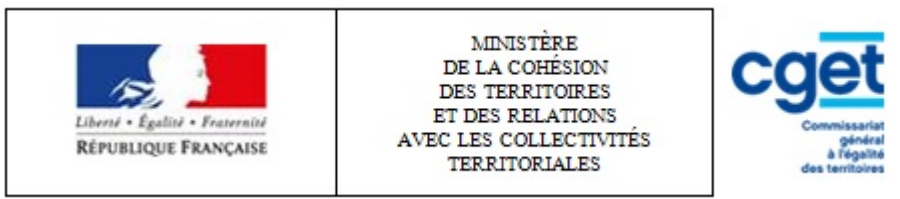
Commissariat général à l'égalité des territoires

Conception : Isabelle Rican & Sylvère Geniaux / Service de veille - Direction des stratégies territoriales.

>> **S'abonner : accès direct à l'encart d'inscription**

>> Nous contacter : veille.cget@cget.gouv.fr

Conformément à la loi "Informatique et libertés" du 6 janvier 1978, vous pouvez accéder aux informations vous concernant, les rectifier ou vous opposer à leur traitement et à leur transmission éventuelle à des tiers en écrivant à : Commissariat général à l'égalité des territoires | Service communication - 20 avenue de Ségur – TSA 10717 – 75334 PARIS CEDEX 07 ou en envoyant un courriel à l'adresse suivante : info@cget.gouv.fr



© 2019 CGET

[Voir la version en ligne](#)

[Se désinscrire](#)